

FINAL TECHNICAL REPORT / RAPPORT TECHNIQUE FINAL

RAPPORT TECHNIQUE N02

Dr. Oumar Cissé; Dr. Fatimatou Sall;

Dr. Djibril Diop; Dr. Rosalie Diop; Mme Maye Seck Sy; Commissaire Josephine Sarr; El Hadji Souleymane Sow; Aliou Goudiaby; Mame Bineta Ba; Moustapha Seye;

© 2018, IAGU



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

La violence chez les jeunes à Dakar: Contexte, les facteurs et les réponses

Rapport semestriel

Institution	: Institut Africain de Gestion Urbaine, Sénégal
Référence du projet	:108475-001
Rapport Semestriel N°	: 002
Période	: 01 Septembre 2017- 28Février 2018
Année de mise en œuvre	: 2017-2019
Equipe de recherche	
- Dr. Oumar Cissé	:Chef de projet
- Dr. Djibril Diop	:Chercheur principal
- Dr. FatimatouSall Ndiaye	:Assistante du chef de projet
- Dr. Rosalie Diop	: Consultante, sociologue
- Mme Maye SeckSyNdao	: Consultante Gouvernance, Sécurité, genre
- Mme Joséphine Sarr	: Consultante, Sécurité publique
- M. Fodé Sow	: Animateur-facilitateur
- M. Abdoulaye Gueye	: Animateur-facilitateur
- Mme Mame Bineta Ba	: Etudiante boursière
- M. Moustapha Seye	: Etudiant Boursier
- M. Souleymane Sow	: Statisticien
- M. AliouGoudiaby	: Cartographe-Géomaticien

Table des matières

I.	Synthèse	3
II.	Problème sur lequel porte la recherche.....	3
	Constatations de la recherche.....	4
i.	Diagnostic critique des facteurs et de l'ampleur de la violence.....	4
ii.	Caractérisation des politiques et des stratégies de résilience	5
iii.	Développement de plateformes et de solutions innovantes.....	7
III.	Exécution et gestion du projet	8
i.	Mise en place des comités locaux de consultation dans les deux communes.....	8
ii.	Organisation de forums communautaires dans les deux communes.....	9
iii.	Déclaration normale et demande d'autorisation de la commission de protection des données personnelles du Sénégal.....	10
iv.	Révision du cadre théorique et opératoire de la recherche	11
v.	Acquisition de matériels.....	12
vi.	Recrutement du cartographe et Production de cartes administratives	12
vii.	Recrutement des enquêteurs.....	15
viii.	Formation des enquêteurs	16
ix.	Collecte de données quantitatives sur les jeunes	20
	$N = \frac{\epsilon^2 \cdot p \cdot q}{e^2}$	20
–	N = taille de l'échantillon de jeunes dans chaque commune.....	20
x.	Elaboration de fiches quartiers	21
xi.	Enquête institutionnelle.....	22
xii.	Collecte des statistiques de la police.....	22
xiii.	Traitements préliminaires	22
IV.	Contribution à la plateforme de partenariat entre les membres de la cohorte	24
i.	Rencontre avec le Chargé de recherches au GRIP Monsieur Michel Luntumbue.....	24
ii.	Participation de certains membres de la cohorte au forum des HLM	25
iii.	Participation à l'atelier de lancement et à l'atelier méthodologique du projet de Timbaktu Institute	25
iv.	Réunion d'échanges des membres de la cohorte du Sénégal au TimbaktuInstitute.....	25
v.	Echanges avec TimbaktuInstitute	25
vi.	Réunions périodiques de l'équipe de recherche.....	25
V.	Gestion du projet.....	25
i.	Réaménagement budgétaire.....	25
ii.	Les écarts dans le niveau d'exécution	26
iii.	Extrants du projet et diffusion des résultats	26
VI.	Renforcement de capacités.....	27
VII.	Impact.....	27
VIII.	Recommandations.....	28
IX.	Activités à venir	29
X.	Annexes:	29

I. Synthèse

Après le déroulement de la première étape de la recherche qui visait à instaurer le cadre de recherche avec des activités de mobilisation des acteurs, le renforcement de l'équipe de recherche et le développement de protocole de collecte et de traitements de données, l'IAGU a débuté les activités de recherche proprement dites dans le second semestre avec la collecte de données et les traitements préliminaires. Pour se faire, différentes activités ont été exécutées. Ce présent rapport revient sur l'évolution de la recherche au terme de ce semestre et présente le plan de travail pour le prochain semestre (Mars-Août 2018).

II. Problème sur lequel porte la recherche

Le contexte de la recrudescence de la violence chez les jeunes en milieu urbain, à Dakar notamment, justifie cette recherche. Or, au Sénégal, on dispose encore de peu de connaissances sur le phénomène et l'efficacité des réponses développées jusque-là. Les liens existant entre la violence, les situations socioéconomiques, l'exclusion et le cadre de vie urbain font rarement l'objet de production scientifique. Aussi, les réponses officielles des pouvoirs publics, les stratégies de résilience développées par les jeunes eux-mêmes, en particulier les jeunes filles, pour faire face aux situations de violence, d'exclusion et d'injustice ne sont pas documentées et connues.

A cet effet, l'objectif général de cette étude est de fournir des données probantes, aux décideurs publics, aux acteurs sociaux et aux jeunes (filles et garçons), qui permettront l'élaboration de politiques et de programmes pour lutter efficacement contre l'exclusion des jeunes et leur engagement dans les situations de violence. Comme objectifs spécifiques, le présent projet vise à :

- i. Conduire un diagnostic critique des facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels et l'aménagement qui expliquent l'exclusion des jeunes (filles et garçons) et leur engagement dans la violence dans le but d'élaborer des politiques et des programmes plus efficaces;
- ii. caractériser les politiques publiques et les stratégies de résilience développées par les jeunes (filles et garçons) pour faire face à l'exclusion et à la violence et assurer une meilleure sécurité urbaine;
- iii. faciliter le développement de plateformes et de solutions innovantes, portées par les jeunes (filles et garçons), à travers la technologie pour la sécurisation de leurs espaces.

Les hypothèses qui suivent ont été retenues lors du recadrage théorique :

- **Le développement de plateformes de gouvernance urbaine inclusive soutenue par la valorisation des TIC permet de prévenir les situations d'exclusion qui favorisent la violence chez les jeunes (filles et garçons) et d'assurer leur résilience .**
 - L'exclusion économique, sociale, politique et la marginalisation des expressions culturelles des jeunes ainsi que le défaut d'aménagement des quartiers sont à l'origine de leur implication dans la violence en milieu urbain.

- L'efficacité des politiques de prévention et de lutte contre l'exclusion et la violence chez les jeunes et des stratégies de résilience suppose l'établissement de partenariats entre acteurs institutionnels, associatifs et communautaires, l'appropriation, l'intégration de leurs pratiques et la différenciation des solutions selon le genre.
- L'utilisation appropriée des TIC constitue un champ d'innovation dans la conception et la mise en œuvre des mesures de prévention et de gestion de la violence dans les quartiers dits sensibles.

Ainsi, il faudra remarquer qu'une hypothèse principale a été formulée et les hypothèses secondaires ont évolué. Les changements apportés font suite à la documentation réalisée et aux activités réalisées dans les deux communes (Atelier, forums) qui ont permis d'avoir une plus grande compréhension de la problématique et des concepts

Constatations de la recherche

Dans la perspective de l'objectif général de l'étude décliné ci-dessus, trois axes de recherche ont été développés : (i) les facteurs, (ii) les politiques et les stratégies ainsi que (iii) le développement de plateformes et de solutions innovantes. C'est en ce sens que différentes activités ont été menées pour la collecte des données nécessaires et des actions posées pour l'atteinte de ces objectifs.

i. Diagnostic critique des facteurs et de l'ampleur de la violence

Ce volet est relatif au premier objectif: « *Conduire un diagnostic critique des facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels et l'aménagement qui expliquent l'exclusion des jeunes (filles et garçons) et leur engagement dans la violence dans le but d'élaborer des politiques et des programmes plus efficaces* », des activités de collecte de données ont été effectuées allant de l'enquête quantitative sur la violence chez les jeunes à la collecte des statistiques policières en passant par l'enquête quartier. Des traitements statistiques préliminaires ont été effectués. Ces activités ont permis d'avoir des informations sur les conditions de vie des jeunes au plan socioéconomique, politique et culturel et sur leur cadre de vie. Elles ont aussi produit des informations sur l'ampleur de la violence.

Des résultats bruts, nous pouvons retenir qu'environ

- 70% des jeunes sont encore célibataires, 27% en sont mariés;
- 16% ont atteint le niveau supérieur dans leurs études; un peu plus de 18% sont soit des non instruits ou sont passés par les daraas (écoles coraniques);
- Si 42% avouent avoir un métier mais seul une trentaine de pourcent confirme avoir bénéficié d'une formation professionnelle soit dans une école ou un atelier;
- le tiers est encore élève ou étudiant et 20% sont dans le secteur informel;
- un peu moins de 30% sont membres d'une association là où 8% s'activent dans la politique;
- 47% déclarent avoir participé à des activités liées à la gestion de leur quartier ou de leur commune;
- ...

Par rapport à la violence différents types ont été explorés dont les violences physiques, verbales, sexuelles, l'atteinte aux biens et d'autres formes diverses. Les jeunes ont été interrogés sur ces aspects en tant que victimes, auteurs ou témoins (ou ayant eu connaissance). Le tableau suivant récapitule la situation dans les deux communes tenant compte des jeunes qui ont répondu à ces questions.

	Violences physiques	Violences Verbales	Violences sexuelles	Atteintes aux biens	Autres types de violences ou mauvaises pratiques	Total
VICTIME (%)	19,7	39,8	3,5	41,9	2,7	87,9
AUTEUR (%)	8,3	13,2	0,1	1,7	0,6	15,6
TEMOIN (ou ayant eu connaissance) (%)	46,5	49,5	5,7	27,2	7,3	89,7

De ces traitements préliminaires, il en ressort que près de 90% des jeunes ont été au moins victimes de violences et une fois témoin de scène de violences, plus de 15% ont une fois été auteur.

ii. Caractérisation des politiques et des stratégies de résilience

Pour cet axe concernant le deuxième objectif: « *caractériser les politiques publiques et les stratégies de résilience développées par les jeunes (filles et garçons) pour faire face à l'exclusion et à la violence et assurer une meilleure sécurité urbaine* », le focus a été mis sur les enquêtes institutionnelles et l'enquête de personnes ressources communautaires. Ces dernières ont eu différentes cibles : la police et la justice, les autres institutions (collectivités locales, agences et directions de l'Etat, partenaires techniques et financiers, la société civile), les acteurs communautaires (Associations et leaders communautaires).

Pour chaque type d'acteurs, des outils de collecte spécifiques ont été conçus. Au Total, 88 acteurs ont été ciblés pour un entretien et 56 entrevues ont été réalisées à ce jour.

Ces données seront traitées et permettront de caractériser les politiques officielles et stratégies de résilience des jeunes face à la violence. Mais outre cet objectif visé, le travail déjà effectué a permis de disposer d'un repertoire sur les structures travaillant directement ou indirectement sur l'exclusion et la violence chez les jeunes.

Structure de Police

- Police de Guédiawaye
- Police des HLM
- Maison de justice des HLM
- AEMO HLM
- AEMO Guédiawaye
- Centre sauvegarde de Guédiawaye
- Tribunal départemental de Guédiawaye
- Tribunal Dakar
- Prison des mineurs

Autres institutions

- AJS
- CLVF
- ASBEF
- Association des maris battus
- UNICEF
- Save the children
- PartenerswestAfrica
- Child fund
- 27 Conseil municipal de la jeunesse de Médina Gounass
- Plan international
- Enda Santé
- Village S.O.S.
- EVE
- CONGAD
- DPDE
- Direction de la famille et du genre
- CEDEPS Guédiawaye
- Fondation droit à la ville
- YMCA Sénégal
- Direction de la jeunesse
- Enda Jeunesse Action
- CEGID
- Mairie des HLM
- Conseil municipal de la jeunesse des HLM
- Centre Jacques Chirac
- ANCS

- Conseil départemental de la jeunesse de Dakar
- Mairie de Médina Gounass
- Conseil départemental de la jeunesse de Guédiawaye
- Cadre départemental de concertation sur justice-dialogue et sécurité de Médina Gounass
- Uni vers Elle
- Centre Conseil ADO
- CONAFE
- CILD
- UNODC
- CADCA
- CENTRE JAQUE CHIRACK
- ANCS
- CNLS
- UNICEF
- CNDRAO

Acteurs communautaires aux HLM

- Le president du collectif des delegates de quartiers
- Le presidentdu . collectif des imams . Imam Sarr.....
- Le comite de gestion du marche hml
- Le comite de gestion du centre commercial Elisabeth Diouf.
- Le president de L'UNACOI diappo et mbollo
- diappo et mbollo
- Le president du comite de gestion de la paroisse Saint Mauritsd Angers
- Le .directeur du centre de sante ...
- .la responsable du poste de sante
- L inspecteur de l Enseignement et de la formation de cerf volant ...

- Le directeur du centre socio culturel des hlm .
- Le directeur de la case des tout petits
- L Imam de la grande mosquée des hlm .
- Declic
- L association des Handicapés moteur ..
- hlm en couleur .
- Femmes actives
- Mouvement 3M
- ADEPS
- Doomou .HLM . .
- BajenuGoxx (02)
- Président collectif ecoles de foot
- Président club de foot
- COCAD
- Directrice école HLM 4
- banlieue 'UP
- Président ADORE
- SuxxaliGounass
- Président Comité Santé Poste M G
- Association de Jeunes Volontaires pour le Développement Communautaire
- Directeur de Cabinet du Maire de Gw ex Directeur du Stade Amadou Barry
- Coordonnateur du Comité communal du Projet « DIALOGUE, JUSTICE ET SECURITE »
- Président de l'Association ADMG,
- BadiénouGokh
- Président Association RESPE
- Président Guédiawaye Football Club
- Président Association et Ecurie Lamb

Acteurs communautaires à Médina Gounass

- Président ODCAV
- Chargé de Protection ville de Guédiawaye

iii. Développement de plateformes et de solutions innovantes

Pour cet axe concernant le troisième objectif : « *faciliter le développement de plateformes et de solutions innovantes, portés par les jeunes (filles et garçons), à travers la technologie pour la sécurisation de leurs espaces* », quelques jalons ont été posés allant dans le sens de l'implication et de la responsabilisation des jeunes filles et garçons nationaux sénégalais et des résidents dans les deux communes dans la collecte des données (les enquêteurs) afin de susciter leur intérêt et favoriser leur engagement dans la recherche de solutions innovantes.

Des cadres de consultation et d'échanges pluri-acteurs ont également été installés au niveau de chaque commune qui fédèrent les acteurs communautaires, les jeunes et les femmes en particulier, et les autorités locales. Le choix des membres du comité local a été défini sur la base du dynamisme des associations tenant compte également de leur statut et profil.

Ainsi, des plateformes locales à mesure de favoriser le développement de solutions innovantes ont été installées dans les communes. Ces instances ont pour mission de:

- **Appuyer la mise œuvre du projet**

- Comme conseil sur les réalités locales
- Comme facilitateur pour une acceptation locale de la recherche
- Comme personnes ressources locales
- **Discuter les activités et les résultats du projet**
 - Lieu d'échanges et de partage avec les membres de l'équipe
 - Prodiguer des recommandations et des préoccupations à l'équipe du projet qui doit en tenir compte

III. Exécution et gestion du projet

i. Mise en place des comités locaux de consultation dans les deux communes

En vue de favoriser la participation et l'appropriation ultérieure des recommandations, un comité de consultation locale sur la violence urbaine a été officiellement installé le samedi 28 octobre 2017 à la commune des HLM sous la présidence effective de Monsieur le Maire Pape Babacar Seck le jeudi 23 novembre 2017 à Médina Gounass en présence du premier adjoint au Maire Monsieur Abdourahmane Kane, par ailleurs, point focal de la commune dans le projet.

Le besoin de la mise en place du comité local a été exprimé lors de l'atelier méthodologique tenu du 11 au 12 Mai. Les objectifs de ce cadre consistent à mettre en synergie l'ensemble des acteurs, officialiser l'existence de l'instance, échanger sur les activités à venir et à sensibiliser les acteurs sur leurs missions.

A cet effet, leur installation a enregistré une session de présentation du projet et du comité local avec ses missions, suivie d'une session de discussion. Ces événements ont permis d'une part de reconsidérer la problématique de la violence avec la mise en exergue des mutations culturelles et des diverses formes de violence. En effet, les membres des comités sont revenus sur:

- les facteurs pré-identifiés comme favorisant la violence au niveau des HLM (les gares routières, le marché, le flux démographique, la promiscuité avec l'existence de trois générations dans les ménages, les formes d'aménagement des maisons, la déperdition scolaire, l'éducation des enfants, l'essor des nouvelles technologies...)
- les actions développées par la mairie des HLM (prise en charge des locaux de la police, de quelques associations tel que COCAD, appui au maintien des enfants à l'école à travers l'octroi de fournitures scolaires...)
- les formes de violence aux HLM (la déviance des jeunes face aux vieux, la violence sportive, le comportement, le langage des jeunes...).
- les formes de violence à Gounass: la violence économique; la violence comportementale, les enfants de la rue
- les facteurs de la violence à Gounass: la promiscuité, la pauvreté, le chômage; le tabagisme et l'usage des stupéfiants, l'inexistence de papier d'état civil pour les enfants, le voisinage étranger, les logements abandonnés avec les inondations; le

mimétisme de la culture occidentale; l'évolution culturelle qui donne plus de libertés à la femme et aux enfants;

- les cas de violence: un père de famille qui a été tué par son neveu par exemple;
- les pistes de solutions à Gounass; la réinsertion des jeunes; l'érection de modèles positifs chez les jeunes; la solidarité dans l'éducation des enfants; la responsabilisation des acteurs communautaires; financement des jeunes, l'accompagnement des victimes; dialogue avec les jeunes; le manque d'implication des jeunes dans les instances de décision; l'aménagement d'un foyer des jeunes, de centres polyvalents; l'augmentation des points lumineux; l'oisiveté des jeunes; le dialogue instauré par les bajenu gox
- ...

Ces aspects sont revus dans le projet à travers les outils de collecte de données pour mieux cerner les aspects soulevés par les acteurs. D'autre part, la mise en place des comités locaux a permis de mettre en synergie les acteurs dont les initiatives demeuraient isolées dans chaque collectivité, d'instaurer un cadre de concertation pour la municipalité et de coordination pluri-acteurs.

L'engagement dont les acteurs ont fait part donne espoir quant à leur accompagnement du projet notamment durant les activités de terrain à venir.

ii. Organisation de forums communautaires dans les deux communes

Pour amorcer les activités de terrain, la commune des HLM a procédé, à la suite de la mise en place du comité local, à l'organisation de son forum communautaire le samedi 04 Novembre 2017 et celle de Médina Gounass le samedi 25 Novembre 2017.

L'organisation des forums avait pour objectifs de:

- mobiliser les communautés autour du projet et des activités à venir,
- recueillir les premières perceptions sur la situation des jeunes et la violence dans les deux communes,
- et de recueillir l'avis des communautés sur les activités à venir.

Les forums ont enregistré la participation de l'équipe municipale (Le maire, un de ses adjoints, des conseillers municipaux et le secrétaire municipal), des chercheurs et du secrétaire exécutif de l'IAGU, des associations, des acteurs communautaires et des leaders d'opinion dans chaque commune.

Ces activités dont l'organisation a été déléguée aux municipalités ont permis de renforcer le partenariat entre ces dernières et l'IAGU. Cette responsabilisation a renforcé l'adhésion des autorités locales et des autres acteurs locaux au projet. La forte participation des acteurs (une centaine) et l'engagement des parties prenantes permettent de présager de façon positive leur coopération pour les activités à venir. Les témoignages et idées émis par les uns et les autres ont permis également de mieux orienter les outils de collecte de données:

Les témoignages et échanges avec les participants au forum des HLM tels que les bajenu Gox, imam, leader d'opinion, délégué, Associations (Femmes actives, COCAD, HLM ma commune, Amical des étudiants des HLM, les jeunes de la SONEPI ont porté sur:

- les formes de violence (les vieux intimidés le matin en allant à la mosquée, les agressions sur le cadre de vie (avec les voisins qui jettent des ordures n'importe où, le désordre et la pollution dans la zone industrielle), les agressions verbales liées aux langages des jeunes...), la violence liée à des convictions religieuses...)
- les facteurs notamment l'éducation des jeunes, la déperdition scolaire, l'oisiveté des jeunes, l'usage des drogues...
- la nécessité d'agir (repenser à l'éducation des enfants dans la cellule familiale et la cellule communautaire, promouvoir la solidarité, dénoncer les auteurs...)

Au niveau de Médina Gounass, les participants sont revenus sur :

- l'importance de l'éducation et de l'encadrement des enfants;
- la nécessité de se fier à la religion et à la tradition;
- l'accompagnement des victimes par les parents;
- la communication entre adultes et jeunes
- l'importance d'un partenariat entre les deux communes cibles du projet
- l'importance de l'engagement communautaire
- la nécessité d'aménagement d'un centre polyvalent à Gounass
- sensibilisation des femmes pour l'éducation des enfants et la préservation de leur dignité malgré les difficultés financières
- le proxénétisme
- les mutations culturelles avec l'éducation et l'habillement des jeunes filles
- la mutualisation des efforts des différents acteurs
- l'importance des interventions des bajenu goxx

Les deux événements ont fait l'objet de médiatisation avec l'invitation de la presse.

iii. Déclaration normale et demande d'autorisation de la commission de protection des données personnelles du Sénégal

Conformément à la législation sénégalaise, une déclaration normale et une demande d'autorisation ont été soumises à la commission de protection des données personnelles du Sénégal qui a émis un avis favorable.

Les données à caractère personnel sont définies selon la LOI n° 2008-12 du 25 janvier 2008 portant sur la Protection des données à caractère personnel comme: *"toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments, propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, culturelle, sociale ou économique"*.

En effet selon la LOI n° 2008-12 du 25 janvier 2008 portant sur la Protection des données à caractère personnel qui s'applique à: *toute collecte, tout traitement, toute transmission, tout stockage et toute utilisation des données à caractère personnel par une personne physique, par l'Etat, les collectivités locales, les personnes morales de droit public ou de droit privé.*

La déclaration normale concerne les systèmes d'information (contrôle d'accès, géolocalisation, registre des entrées et des sorties , etc.) et les bases de données (personnel,

clients, visiteurs, étudiants, élèves, etc.) qui font l'objet de *traitements comportent des données sensibles, telles que des données de santé, des données biométriques, font l'objet d'un transfert à l'étranger ou d'une interconnexion.*

Une demande d'autorisation est une demande écrite adressée à la Commission des Données Personnelles, par voie électronique ou postale, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à un traitement de certaines catégories de données à caractère personnel (les données génétiques, les données biométriques, les données relatives aux infractions, condamnations ou mesures de sûreté, les données relatives à l'interconnexion de fichiers, les transferts de données vers un pays tiers).

iv. Révision du cadre théorique et opératoire de la recherche

Le travail documentaire réalisé le premier semestre a permis de revoir le cadrage théorique avec l'affinement des hypothèses . Les hypothèses sont reformulées comme ci-après:

- **Le développement de plateformes de gouvernance urbaine inclusive soutenue par la valorisation des TIC permet de prévenir les situations d'exclusion qui favorisent la violence chez les jeunes (filles et garçons) et d'assurer leur résilience .**
 - L'exclusion économique, sociale, politique et la marginalisation des expressions culturelles des jeunes ainsi que le défaut d'aménagement des quartiers sont à l'origine de leur implication dans la violence en milieu urbain.
 - L'efficacité des politiques de prévention et de lutte contre l'exclusion et la violence chez les jeunes et des stratégies de résilience suppose l'établissement de partenariats entre acteurs institutionnels, associatifs et communautaires, l'appropriation , l'intégration de leurs pratiques et la différenciation des solutions selon le genre.
 - L'utilisation appropriée des TIC constitue un champ d'innovation dans la conception et la mise en œuvre des mesures de prévention et de gestion de la violence dans les quartiers dits sensibles.

De notre revue et analyse documentaire, il en ressort que la résilience en tant que résultante d'un équilibre issu de l'interaction entre des facteurs de risque et des facteurs de protection (Bouzeriba, 2013). En effet, s'il est reconnu qu'un environnement urbain inadéquat, qui exclut certains membres de la société des avantages de l'urbanisation et de la participation dans la prise de décision et le développement, accroît la criminalité (UN-Habitat, CRDI), il faudra reconnaître que la gouvernance pourrait assurer le relèvement de l'environnement urbain soutenue par la valorisation des TIC.

La gouvernance ou organisation des interventions, d'une « orientation des décisions et de partage des responsabilités » pour des objectifs bien déterminés appelle à une transformation des manières de concevoir et d'agir » (Felli, 2014). Elle nécessite un partenariat entre les différents acteurs du monde urbain à différentes échelles, l'intégration des pratiques des jeunes qui sont les principaux concernés et une différenciation genre pour des questions

d'équité afin de permettre une appropriation des politiques officielles. La pertinence des politiques de smart cities donne l'essence de l'usage ou de la valorisation des TIC dans ce cadre de gouvernance pour la sécurité des jeunes. C'est à cet effet que "l'administration intelligente" (Giffinger, 2007) est promue avec l'usage des TIC qui constitue un champs d'innovation dans la prévention et la lutte contre la violence. Le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) instaure un nouveau rapport de l'Homme à l'espace et le temps ainsi qu'un accroissement notable des capacités de contrôle sociale (Neuilly, 2005)¹. Les TIC assurent le renouvellement des processus de communication traditionnels, les modalités d'interactions collectives, d'organisation, les pratiques sociales ainsi que leur spatialisation (Fillon, 1998 cité par Neuilly, 2005).

L'environnement urbain inadéquat peut être perceptible à travers l'exclusion sociale (non accès aux services sociaux de base, manque de ressources et d'opportunités économiques...), l'exclusion politique (manque de prise en compte des préoccupations, manque d'intégration dans la prise de décision...), la marginalisation culturelle (rejet, discrimination...) et le défaut d'aménagement (cadre de vie précaire, sous équipement...).

En effet, la ville doit se distinguer par une cohérence sous toutes ses formes: architecturale, sociale, économique et environnementale pour répondre aux fonctions primordiales que sont: Habiter, S'éduquer et se former Travailler, Circuler, Se divertir. Des insuffisances sur ces fonctions en milieu urbain sont à l'origine de précarité chez les jeunes. Ces conditions sociales entretiennent des frustrations sociales car signe d'exclusion sociale, politique, économique, de marginalisation en plus d'environnement urbain criard. Ces frustrations sociales conduisent à des déstabilisation psychologique, sociales, frein à la cohésion sociale et sont sources de comportements violents (Pax christi, 2008). Ainsi donc, une diversité de facteurs génère un risque d'implication des jeunes dans la violence soit en tant que victime, soit en tant qu'auteur qu'une plateforme de gouvernance avec l'usage des TIC pourrait résorber.

Les différentes variables qui ressortent des hypothèses ont ainsi été décomposées en dimensions et des indicateurs et données potentielles à collecter identifiées. Ce travail a conduit à une révision des outils de collecte de données pour mieux prendre en charge ces questions (cf. Annexes).

v. Acquisition de matériels

Pour amorcer les activités de terrain, 22 tablettes de marques Alcatel pixi 3 équipées de puces ont été achetées afin de doter les enquêteurs et les superviseurs d'outils de travail. Ce matériel a servi aux différentes enquêtes pour le remplissage des fiches, l'enregistrement lors des enquêtes qualitatives et les prises de photos ou de coordonnées GPS.

vi. Recrutement du cartographe et Production de cartes administratives

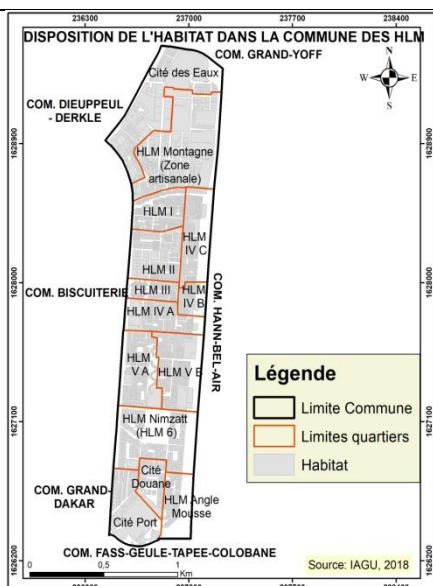
Pour mieux préparer le traitement des données et la représentation des résultats et appuyer l'équipe des chercheurs, un cartographe a été recruté. Ce dernier a chargé de:

¹Neuilly, Marie-Thérèse, 2005, "Innovation, contrôle social et développement urbain", Espritcritique, Hiver 2005, Vol.07, No.01, ISSN 1705-1045.

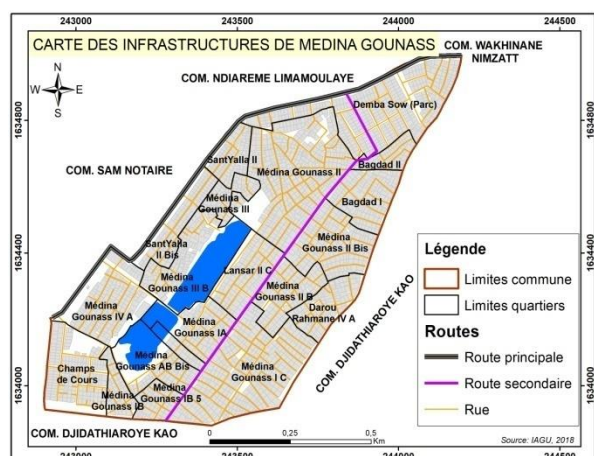
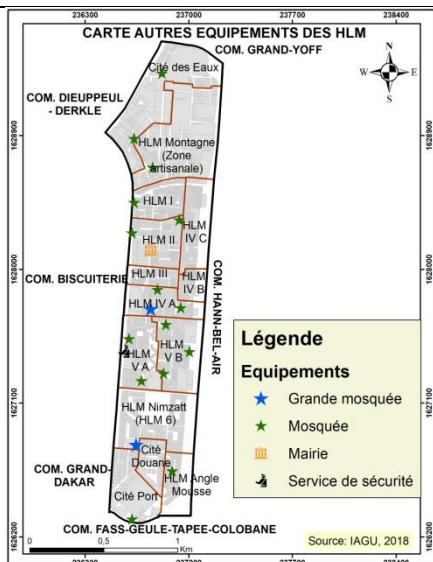
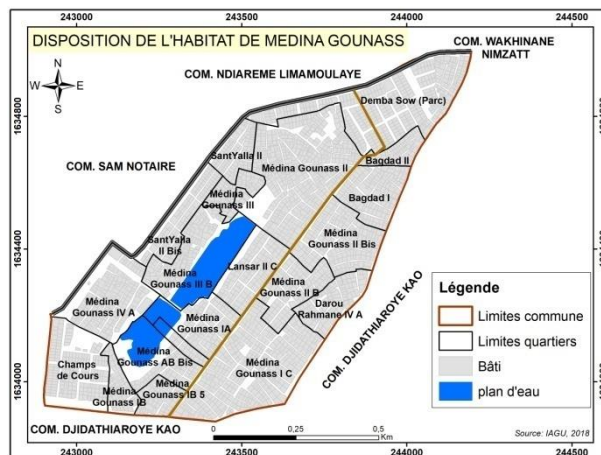
- l'achat d'une base de données cartographique pour les commune des HLM et de Médina Gounass,
- la cartographie préliminaireincluant l'établissement de l'occupation des sols,
- le traitement, l'analyse et la cartographie des données d'enquête pour les deux communes,
- la conception d'un SIG sur l'exclusion et la violence pour les communes des HLM et de Médina Gounass

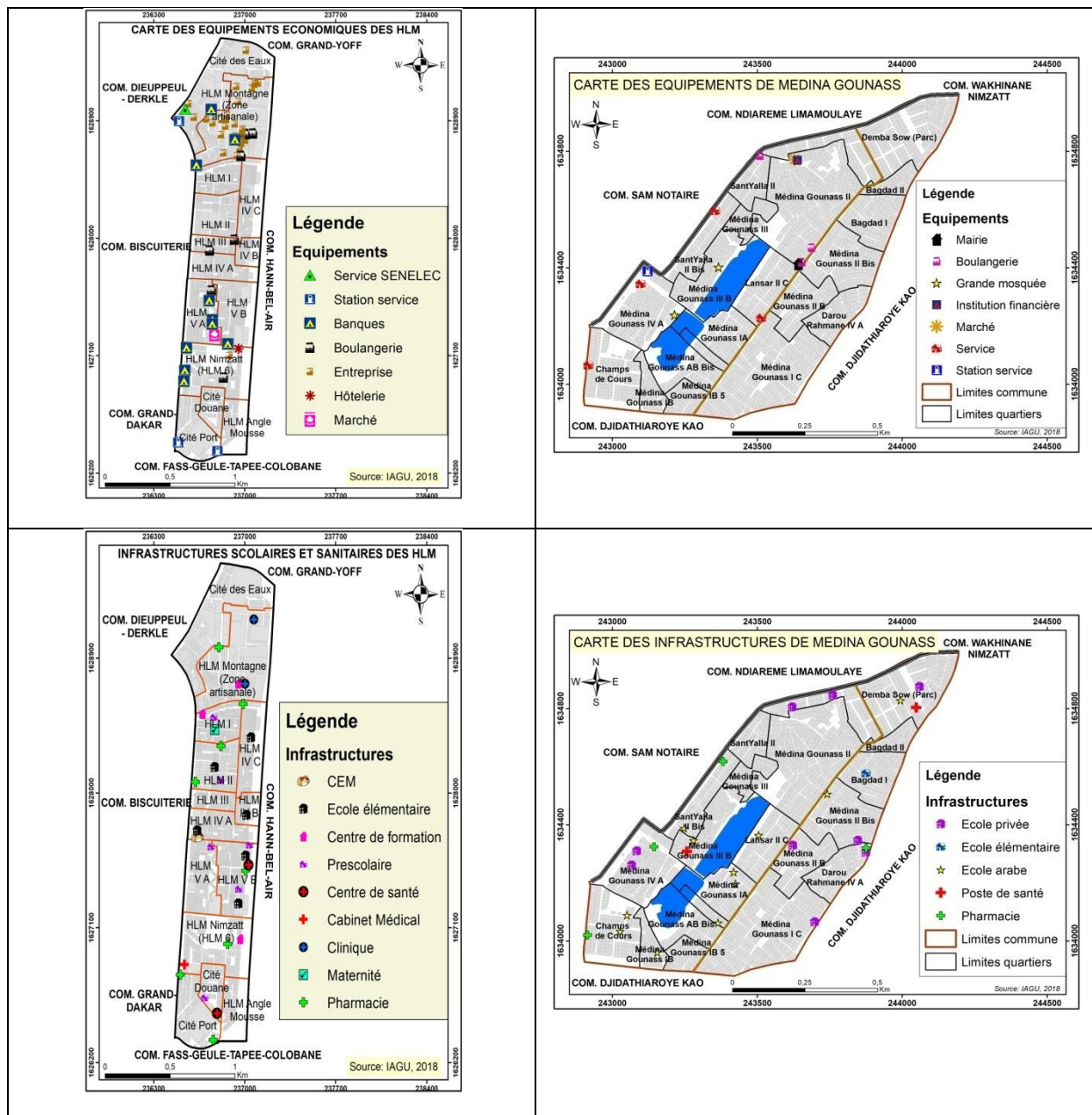
Il a fait une production sur la délimitation des quartiers, la représentation des infrastructures et équipements au niveau de ces derniers et a participé au suivi dela localisation des ménages enquêtés dans le cadre des enquêtes quantitatives.

HLM



Médina Gounass





Les résultats des traitements statistiques et des enquêtes quartiers seront spatialisés par ce dernier et utilisés pour la conception du SIG.

vii. Recrutement des enquêteurs

Pour la phase de collecte des données, l'IAGU a recruté des enquêteurs. A cet effet, un appel à candidature a été lancé le 17 octobre 2017 et clôturé le 31 Octobre 2017.

Cet appel à candidature avait deux cibles, les habitants des communes du projet (HLM et Médina Gounass), et tout sénégalais répondant au profil demandé notamment :

- Être un jeune (fille ou garçon) âgé (e) entre 21 ans et 35 ans;
- Avoir au moins une licence en sciences sociales;
- Avoir l'expérience des enquêtes de terrain;

- Être à l'aise dans l'utilisation des outils informatiques (Tablette) et l'internet ;
- Avoir de bonnes aptitudes dans les langues locales;
- Avoir une bonne condition physique;
- Être disponible durant la période d'enquête (trois à quatre mois)².

Pour les habitants des deux communes, les points focaux du projet dans les deux communes devaient gérer les candidatures et opérer présélection. L'IAGU a assuré la sélection finale des candidats.

Les non-résidents des deux communes devaient soumettre leur candidature directement à l'IAGU par courrier électronique en envoyant leur CV avec une lettre de motivation.

Au terme de l'échéance plus de 2000 candidatures ont été reçues par l'IAGU.

Cette étape du projet a permis à la recherche d'atteindre différents résultats non escomptés. Elle a révélé d'une part la situation des jeunes diplômés au Sénégal confrontés à la recherche de l'emploi et d'autre part contribué à une vulgarisation du projet. Aussi, elle va contribuer à l'augmentation des opportunités de travail, au renforcement des capacités des jeunes dans les deux communes, de la participation, de l'appropriation du projet et des mécanismes d'échanges dans les deux communes à travers notamment le processus de sélection de jeunes.

viii. Formation des enquêteurs

Pour permettre aux enquêteurs d'effectuer les travaux de collecte de données, l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU) a tenu différentes sessions de formation portant sur l'enquête quantitative, l'enquête quartier et les enquêtes institutionnelles.

La formation sur l'enquête quantitative s'est tenue les 11 et 12 Janvier 2018 elle a été suivie d'une session de mise à niveau pour les enquêteurs le 18 Janvier 2018.

Cette formation, en plus de porter sur l'enquête quantitative ciblant les jeunes des deux communes et sur le questionnaire d'enquête, a été l'occasion de former en plus des enquêteurs, les chercheurs sur la plateforme « kobotoolbox » et le logiciel kobocollect qui servira de base pour la collecte et les traitements préliminaires de données ainsi que le suivi des activités de terrain. La formation s'est déroulée sur trois jours avec une journée de présentation théorique, une autre pour le test et la dernière journée pour la mise à niveau.

La formation a constitué une première phase pour le déroulement des enquêtes. Outre de permettre le lancement de la collecte des données, elle a permis de capaciter les chercheurs et 18 jeunes sur les nouvelles techniques de collecte de données en utilisant des outils numériques. La formation sur la plateforme kobotoolbox et kobocollect a été une innovation majeure pour ce projet. Elle permet de gagner du temps dans la collecte de l'information, de suivre en temps réel l'évolution du travail de terrain, la performance des enquêteurs, de localiser les ménages enquêtés... La plateforme offre également un rapport préliminaire qui donne les tendances sur les différents paramètres de l'étude. Les données collectées seront recueillies pour traitements supplémentaires sur excel et SPSS par le statisticien.

² Novembre-Mars période provisoirement définie

La formation sur Kobotoolboxa été assurée par Monsieur Pierre Ndour, Directeur des études à l'Institut Africain des Etudes du Développement. Cette session a enregistré également les interventions de Dr. Rosalie Diop qui est revenue sur les principes d'éthique de la recherche avec notamment la sensibilité des questions abordées et les mesures de confidentialité à respecter. Elle a été appuyée sur les bonnes pratiques et celles à éviter par Mme Fatou Racine SyFall, notre consultante en communication sociale qui est revenue sur les attitudes à avoir face aux enquêtés pour les mettre en confiance et à l'aise afin d'avoir de bonnes réponses. La commissaire de Police, mme Joséphine Sarr en a profité pour rappeler les consignes liés au protocole de sécurité. Egalement l'ensemble des chercheurs ont pris part à cette session.

Durant cette formation, Monsieur El Hadji Souleymane Sow, consultant en statistique a abordé la question des cibles et de l'échantillon. A cet effet, il a rappelé le principe d'échantillonnage qui a été utilisé, la taille des échantillons par commune et des exemples pour quelques quartiers d'une part. D'autre part, il est revenu sur le pas de sondage et l'approche de choix des ménages et des jeunes à enquêter une fois sur le terrain.

La session a été clôturée par Dr. Fatimatou Sall qui est revenue sur l'organisation pratique sur le terrain pour la phase test en rappelant les communes tests (Ouagou Niayes à Biscuiterie pour les HLM et Djeddah Thiaroye Kao pour Médina Gounass), la répartition des équipes, les heures de démarrages et les points de rencontre.

Pour la phase test (12 Janvier), il s'agissait pour chaque enquêteur de tester le questionnaire en l'administrant à deux jeunes au moins selon le principe opératoire : pas de sondage, choix des ménages et des jeunes, principes d'éthique et de sécurité... Ainsi ce travail s'est fait sous la supervision des chercheurs et des consultants. Elle a nécessité une sensibilisation des autorités de ces communes (Maire, délégués de quartiers...). C'était l'occasion de relever les difficultés du questionnaire, les problèmes des enquêteurs dans la compréhension du questionnaire, les difficultés du terrain.....

Une session de cadrage et de correction a été organisée avec les chercheurs après la phase test à la suite de laquelle, une session de mise à niveau a été organisée avec les enquêteurs le 13 Janvier. Cette rencontre visait une meilleure appropriation du questionnaire par les enquêteurs. A cet effet, des jeux de rôles ont été organisés entre les enquêteurs sous la supervision des chercheurs. C'était l'occasion également de revenir sur la traduction de certaines expressions en wolof, de rappeler les dispositions pratiques et les dispositions sécuritaires.

Il s'en est suivi la phase de collecte des données dans les deux communes à travers l'administration des questionnaires par les enquêteurs. Pour rappeler cette enquête interrogeait

- Profil de l'enquêté
- Conditions sociales et économiques
- Intégration politique
- Expressions culturelles des jeunes
- Forme urbaine
- Mobilité urbaine
- Victime de violence physique ces cinq dernières années

- Auteur de violence physique ces cinq dernières années
- Témoin de violence physique ces cinq dernières années
- Victime de violence verbales ces cinq dernières années
- Auteur de violence verbale ces cinq dernières années
- Témoin de violence verbale ces cinq dernières années
- Témoin de violence verbale ces cinq dernières années
- Victime de violence sexuelle ces cinq dernières années
- Auteur de violence sexuelle ces cinq dernières années
- Témoin de violence sexuelle ces cinq dernières années
- Victime d'atteinte aux biens ces cinq dernières années
- Auteur d'atteinte aux biens d'autrui ces cinq dernières années
- Témoin d'atteinte aux biens ces cinq dernières années
- Victime d'autres mauvaises pratiques ces cinq dernières années
- Auteur d'autres mauvaises pratiques ces cinq dernières années
- Témoin d'autres mauvaises pratiques ces cinq dernières années
- Résilience
- Accessibilité des outils de télécommunication pour la gestion de la violence
- Accessibilité des réseaux sociaux et professionnels pour la gestion de la violence
- Conception d'application

Après avoir collecté les données de l'enquête quantitative, les enquêteurs ont été conviés le 13 Février 2013 à une séance de debriefing suivie d'une formation sur le contenu et l'administration de la fiche quartier. Cette rencontre a été l'occasion de procéder à un bilan de l'enquête quantitative menée auprès des jeunes. Elle s'est déroulée en trois séances : bilan de l'enquête quantitative, cadrage général, dispositions opératoires et analyse de la fiche quartier.

Cette rencontre a été une étape très importante avant la poursuite de la collecte de données. Les informations partagées par les enquêteurs donnent une idée sur les réalités du terrain, permettent de mieux préparer les étapes à venir et de lancer cette deuxième enquête ciblant les quartiers qui vainterroger l'aménagement du territoire:

En effet les enquêteurs et les superviseurs sont revenus sur:

- La difficulté de délimitation des quartiers le premier Jour à Médina Gounass du fait des divergences entre les délégués de quartier dans cette commune
- L'intérêt de la population par rapport à la thématique et à l'étude
- L'usage excessif de la drogue aux HLM qui potentiellement est à l'origine du taux de présence des fous dans les rues
- La rencontre de jeunes intellectuels très dynamiques dans les mouvements citoyens (Guédiawaye priorité Santé à Gounass/ Réseau Francophone numérique) tout comme le niveau de violence à HLM qui faussent leur présomption de départ,
- Les témoignages de certains parents (un père de famille qui affirme avoir amené son enfant en prison pour le corriger ; des parents qui sont prêts à dénoncer les jeunes auteurs de violence et prenant la drogue dans leur quartier ; d'autres parents qui

- Des profils intéressants parmi les jeunes enquêtés prêts à participer aux activités à venir pour le projet dont les contacts ont été relevés
- ...

Pour cette session, Dr. Oumar Cissé a rappelé l'objet de l'enquête quartier qui vise à établir le profil des différents quartiers de chaque commune et d'avoir une visibilité sur chaque quartier par rapport à l'aménagement du territoire, et aux installations socioéconomiques qui pourraient être des opportunités ou des contraintes pour les jeunes.

Pour donner un aperçu de l'enquête, Dr. Djibril Diop en a profité pour rappeler les thématiques qui seront interrogées:

- Profil quartier
- Trame urbaine
- Espace public
- Mobilier urbain
- Infrastructures et équipements
- Mobilité urbaine
- Services sociaux de base

Les dispositions opératoires ont été rappelées par Dr. Fatimatou Sall Ndiaye qui est revenue sur la stratégie d'enquête, la liste provisoire des infrastructures dans chaque quartier selon la base de l'ANSD de 2012, la répartition des équipes avant de procéder à un jeu de Questions/Réponses pour permettre aux enquêteurs de mieux s'approprier la fiche quartier .

La troisième session de formation a porté sur les enquêtes institutionnelles et a été organisée le 23 Février 2018. L'enquête institutionnelle vise principalement les acteurs institutionnels et des acteurs locaux de proximité qui s'activent directement dans la protection des populations contre les violences ainsi que toutes institutions impliquées indirectement dans la problématique. Les enquêtes institutionnelles vont s'appuyer principalement sur l'entretien semi-structuré avec les différents acteurs qui sont identifiés.

Cette session a également servi de prétexte pour faire une évaluation de l'enquête quartier. Cette session a été animée par le Dr. Rosalie A. Diop qui en a profité pour rappeler la stratégie d'enquête qualitative avant d'en venir sur les différents outils.

Pour la stratégie, elle a rappelé les principes de base qui consiste à l'instauration "d'une écoute active et méthodique", aussi f et la conception du guide un aide mémoire et non comme un questionnaire à suivre de façon linéaire.

Elle est revenue sur les différentes sections et questions qui structurent les guides d'entretien pour les institutions de police et de justice, les autres institutions et les organes communautaires. L'objet de chaque section a été analysé et discuté avec les enquêteurs, les sous-questions explicitées et traduites en wolof.

Les sections des guides d'entretien ont tourné autour de:

- Identification du profil institutionnel ou de la personne ressource
- Connaissances des formes de violence et perceptions du niveau de sécurité de la commune
- Politiques d'intégration (prévention, prise en charge, promotion) pour lutter contre la violence
- Les politiques et stratégies officielles
- Relations avec les autres acteurs
- Les propositions de renforcement et d'amélioration

Durans cette session, Dr. FatimatouSall Ndiaye est revenue sur la répartition des enquêteurs et la stratégie qui consiste à saisir les animateurs locaux (Messieurs Abdoulaye Gueye et Abdou Fodé Sow) pour les acteurs communautaires et d'attendre la confirmation des rendez-vous pour les institutions officielles ou venir récupérer en début de semaine les lettres d'introduction préparées à cet effet.

Cette formation a permis de lancer la collecte des données qualitatives. Après cette étape de collecte des données institutionnelles par les enquêteurs, les chercheurs prendront la suite avec l'organisation de focus groups et des entretiens pour les récits de vie et les portraits.

ix. Collecte de données quantitatives sur les jeunes

Une enquête systématique de tous les quartiers dans les deux communes a été effectuée sur la base d'un échantillon aléatoire.

La taille de l'échantillon a été calculée pour s'assurer de la représentativité suivant la formule de SCHWARTZ :

$$N = \epsilon^2 . p . q / e^2$$

- N = taille de l'échantillon de jeunes dans chaque commune
- ϵ = 1,96 (valeur type associée à un niveau de Confiance à 95%)
- p = 50% (variabilité maximale du taux de prévalence estimative de la caractéristique étudiée)
- q = 1 - p
- e = 5% marge d'erreur (niveau de précision)

Dans chaque quartier, nous avons défini un pas de sondage. Ce pas de sondage **p** est le rapport entre le nombre de concession du quartier et le nombre de ménage à enquêter (en arrondi). Il faut noter que dans chaque concession, un ménage sera enquêté tenant compte de l'approche d'échantillonnage qui a été basée sur le nombre de ménages .

Dans chaque quartier, on tire aléatoirement une concession entre la première (celle du délégué de quartier ou au centre) et le pas de sondage **p** du quartier. Notons n1 le numéro de la concession tirée aléatoirement. Dans la concession n1, un ménage sera tiré aléatoirement parmi les ménages de la concession. Ensuite, on ajoute le pas de sondage p au numéro n1, c'est-à-dire n1+p ; un ménage de cette concession numéro n1+p sera enquêté. Ce procédé est réitéré jusqu'à l'obtention du nombre de ménages à enquêter dans le quartier.

Ces aspects ont été présentés et discutés lors de la session de formation

La collecte des données s'est faite avec Kobocollect qui permet de géo-localiser les enquêtés, de recueillir et de contrôler la qualité des données instantanément au niveau d'une base centrale.

Les enquêteurs se sont déployés sur le terrain selon une répartition par quartier pendant 20 jours sous la supervision des étudiants boursiers et des animateurs-facilitateurs et la coordination de Dr. Djibril Diop et de Dr. Fatimatou Sall. Pour une collaboration des ménages, les délégués de quartiers ont été choisis comme porte d'entrée, les autorités des collectivités locales et de police averties de la présence des enquêteurs. Tenant compte de la sensibilité de certaines questions auxquelles certains jeunes n'ont pas voulu répondre, les enquêteurs ont dépassé l'échantillon de base pour pallier aux taux de non réponse à certaines questions jusqu'à atteindre un échantillon de 915 jeunes.

x. [Elaboration de fiches quartiers](#)

Les enquêtes quartiers ont été effectuées dans tous les quartiers des deux communes pour avoir les informations sur les données administratives, la trame urbaine, l'espace public, le mobilier urbain, les infrastructures et équipements, la mobilité urbaine et les services sociaux de base.

Pour collecter ces informations, différentes sources ont été identifiées et différentes stratégies adoptées :

Source de l'information	Stratégies
Mairie	Rencontre à organiser entre les différents enquêteurs et les points focaux et/ou les secrétaires municipaux
Délégué de quartier	Travail individuel
Cartographie / ANSD/ traitements statistiques	Cartographe et statisticien
Services techniques départementaux	Rencontre à organiser entre les différents enquêteurs et les concernés
Ecoles/Instituts	Liste à vérifier au niveau de la municipalité et rencontres des responsables cibles
Daaras/ Lieux de culte	Liste à vérifier au niveau de la municipalité et rencontres des responsables cibles
Poste de santé	Liste à vérifier au niveau de la municipalité et à compléter au niveau des délégués de quartier et rencontres des responsables cibles
Ateliers/ autres opérateurs économiques/ Espaces publics	Liste à vérifier au niveau de la municipalité et à compléter au niveau des délégués de quartier ; observations et rencontres des responsables cibles
Observations participantes	Travail individuel

Sur une semaine, les enquêteurs ont parcouru les quartiers pour les besoins d'observations participantes, échangé avec les délégués de quartiers, les autorités des collectivités locales, les acteurs concernés...

xi. Enquête institutionnelle

Les enquêtes institutionnelles ont eu pour cibles les institutions de justice et de police, les autres institutions (administratives, de la société civile..) et les acteurs communautaires (personnes ressources). Pour chaque type d'institution, un guide d'entretien spécifique a été réalisé et des structures ciblées (cf. annexe).

Des courriers ont été envoyés et des rendez-vous demandés à tous les acteurs pour faciliter aux enquêteurs les échanges. A ce jour, 56 institutions ont répondu et été interviewées, 24 en reste parmi les cibles.

xii. Collecte des statistiques de la police

Les mains courantes des polices de Guédiawaye et des HLM ont été sollicitées au niveau des autorités centrales. Celles de la police de Guédiawaye ont été mises à disposition. Etant une structure départementale, un dépouillement sera effectué par l'IAGU pour ressortir ce qui relève uniquement de Médina Gounass. Celles de la Police des HLM sont attendues.

xiii. Traitements préliminaires

Les traitements préliminaires ont été effectués par le statisticien. Il a procédé aux traitements à plat de l'ensemble des questions, par âge, sexe, quartier et commune. Egalement dans l'optique d'analyser nos différents indicateurs, des traitements croisés portant sur différents paramètres lui ont été demandés.

Aspects à interroger : Par commune et par Quartier	Croisements possibles
Profil des jeunes	– Age/Instruction – Age/Etat civil – Sexe/ instruction – Sexe/Etat Civil – Age/Situation socio-professionnel – Sexe/Situation socio-professionnel – Age/Vivez-vous avec votre famille – Niveau d'instruction/Statut du chef de ménage – Situation socio-professionnel/Vivez-vous avec votre famille
Situation socioéconomique	– Statut du chef de ménage/Qualité du repas – Nbre de personnes qui travaille/qualité du repas – Statut du chef de ménage/ (Eau, Electricité, assainissement, équipements et services dans la maison, santé) – Nbre de personnes qui travaille/ (Eau, Electricité, assainissement, équipements et services dans la maison, santé) – Age/lien d'entre-aide, conflits de voisinage – Nbre de personnes par ménage/Conflits dans la famille – Sexe/ une fois rejetés ou marginalisés – Chomeur/sexe – Sexe/ comment perçus en tant que chômeur
Intégration politique	– Sexe et Age avec l'ensemble des modalités
Intégration	– Sexe et Age avec l'ensemble des modalités

Aspects à interroger : Par commune et par Quartier	Croisements possibles
Culturelle	
Forme urbaine	– Sexe/Espaces fréquentés – Age/ /Espaces fréquentés
Mobilité urbaine	– Sexe/Moyens de transport – Moyens de transport/Montant dépensés – Moyens de transport/temps à l'arrêt – Moyens de transport/durée du trajet habituel – Situation socioprof/Déplacez-vous à pied – Age/ Déplacez-vous à pied – Sexe/ Déplacez-vous à pied
Auteur par type de violence	– Age/Type de violence – Sexe/Lieu de violence – Auteur/Niveau d'instruction – Auteur/Situation socioprofessionnelle – Auteur/ une fois rejeté ou marginalisé – Auteur/Une fois chômeur – Auteur/ Nombre dans la famille – Auteur/Statut du chef de ménage – Auteur/Nbre de personne travaillant dans la famille – Auteur/ Né dans le quartier – Auteur/ combien d'années dans le quartier – Auteur/entraide avec le voisinage – Auteur/Conflit dans le ménage – Auteur/Association – Auteur/Parti politique – Auteurs/conflits de génération – Auteurs/perception de l'intégration sociale – Auteur/Perception des valeurs traditionnelles – Auteurs/espaces fréquentés dans le quartier – Auteur/artistes – Auteurs/signes identitaires – Nbre de fois/par sexe et par âge – Motivation par sex et par âge – Motivation/ période des forfaits
Victime par type de violence	– Age/Type de violence – Sexe/Lieu de violence – Victimes/Situation socioprofessionnelle – Victime/ combien d'années dans le quartier – Victime/espaces fréquentés dans le quartier – Victime/artistes – Victime/signes identitaires – Victime/Dommage – Victime/ une fois rejeté ou marginalisé – Nbre de fois/ par sexe et par âge

Aspects à interroger : Par commune et par Quartier	Croisements possibles
Témoign par type de violence	– Par sexe et par âge
Prévention/ Efficacité du système de prévention/ Dénonciation/Secours	– Par sexe et par âge
Résilience	–
TIC	– Toutes les modalités par sexe et par âge

Le rapport sur les traitements préliminaires de l'enquête quantitative est joint en annexe en tant que livrable.

IV. Contribution à la plateforme de partenariat entre les membres de la cohorte

Dans cette phase, l'IAGU a beaucoup collaboré avec certains membres de la cohorte. Il a reçu Monsieur Michel Luntumbue du Consortium Groupe de recherche sur la paix et la Sécurité (GRIP-Belgique)-Université Catholique du Burundi (UCB- RDC)-Institut pour la gouvernance et le développement (IGD-Burkina Faso) bénéficiaire de subvention du CRDI et a invité ce dernier à participer avec le Carrefour d'Études et de Recherches-Action pour la Démocratie et le Développement (CERRAD) au forum des HLM. L'IAGU a pris part au lancement et à l'atelier méthodologique de Timbuktu Institute et a échangé avec l'institut sur le protocole d'éthique, l'avis juridique et l'autorisation de la Commission de la Protection des données personnelles du Sénégal. L'IAGU a été convié à la réunion organisée par la chargée de Programme Gouvernance et Justice du CRDI.

i. Rencontre avec le Chargé de recherches au GRIP Monsieur Michel Luntumbue

Le 02 Novembre 2017 à 11H00, l'IAGU a reçu Monsieur Michel Luntumbue du Consortium GRIP-UCB-IGD bénéficiaire d'une subvention du CRDI pour une étude au Burkina Faso et en République Démocratique du Congo (RDC). Cette rencontre à la demande de Monsieur Luntumbue avait pour objet d'échanger sur la démarche de recherche-action en contexte urbain et sur la stratégie d'engagement des parties prenantes au projet de résilience. A cet effet, les stratégies de collaboration avec les différents acteurs (les instances de consultation), d'implication et de responsabilisation des autorités des collectivités locales leur ont été présentées.

Cette mission au Sénégal s'intègre dans le cadre des collaborations avec l'équipe de l'UGB également bénéficiaire d'une subvention du CRDI qui travaille sur la résilience des jeunes et fait suite aux enquêtes qualitatives effectuées au Burkina.

Une documentation sur le GRIP, ses projets et publications et un livre intitulé *"Y'en a marre, le balai citoyen, Lucha, Filimbi. Une jeunesse africaine en quête de changement"* nous ont été offerts. Pour mieux s'imprégner du projet Monsieur Luntumbue a participé au forum communautaire prévu le samedi 04 Novembre aux HLM.

ii. Participation de certains membres de la cohorte au forum des HLM

Le forum des HLM a enregistré la participation de Monsieur Luntumbue du GRIP qui a voulu profiter de sa mission pour mieux apprécier notre démarche de terrain. Des représentants du CERRAD, bénéficiaire également d'une subvention du CRDI, y ont aussi pris part.

iii. Participation à l'atelier de lancement et à l'atelier méthodologique du projet de Timbuktu Institute

Dans l'optique de mieux s'imprégner des problématiques interrogées par la cohorte et d'affiner les pistes de collaboration, l'IAGU a pris part à l'atelier sous-régional d'harmonisation méthodologique du projet de recherche « Contrer les risques de radicalisation violente des jeunes au Mali et au Sénégal » de Timbuktu Institute sur invitation de ce dernier.

iv. Réunion d'échanges des membres de la cohorte du Sénégal au Timbuktu Institute

L'IAGU a pris part à la réunion d'échanges sur les mécanismes de partenariat et de collaboration entre les équipes de recherche financées par le CRDI organisée par Mme Ramata Thioune chargée du programme Gouvernance et Justice du CRDI. Cette rencontre visait à renforcer la collaboration des organismes de cette cohorte de projets pour générer une masse critique de connaissances, à amplifier les voix pour influencer les politiques publiques et les pratiques. A cet effet, l'IAGU avait fait des propositions allant dans le sens d'organiser des rencontres pour que les différentes équipes se connaissent davantage et mutualisent leurs approches, outils et activités. Ces événements ont aussi été des occasions pour impliquer les jeunes dans la réflexion autour de la violence dans ses multiples déclinaisons.

v. Echanges avec Timbuktu Institute

Suite au lancement de son projet l'IAGU a été sollicité par Timbuktu Institute pour l'élaboration de leur protocole d'éthique. A cet effet, différents échanges ont eu lieu entre les deux structures sur la constitution du dossier, sur l'avis juridique et sur le formulaire d'autorisation de la commission de protection des données personnelles du Sénégal.

vi. Réunions périodiques de l'équipe de recherche

Ces différentes activités sont toutes précédées de réunions de l'équipe de recherche qui ont permis d'ajuster les outils, de renforcer le cadrage théorique et opératoire et de discuter des stratégies à adopter pour les différentes activités.

V. Gestion du projet

i. Réaménagement budgétaire

Une demande de révision du montant des rubriques de recherche et de consultants a été sollicitée et accordée par la Chargée du Programme Gouvernance et Justice. En effet, dans le cadre des activités de recherche, il était prévu de contracter un Géomaticien pour les besoins de traitements cartographiques liés au projet. Son intervention estimée à 10H/J devait revenir à 725 000 FCFA. Pour les besoins des traitements, le Géomaticien devait acquérir une base de données pour disposer des informations de base sur les deux communes. Cette acquisition coûtait 175 000 FCFA pour chaque commune ; ce qui nécessite un montant additionnel de 350 000 FCFA pour le contrat du Géomaticien.

Par ailleurs, pour les besoins de traitements statistiques, le statisticien contracté s'est montré assez outillé. Le projet n'avait plus besoin d'acheter le logiciel Sphinx qui devait coûter 2 642 500 FCFA.

Il était prévu d'optimiser l'intervention des enquêteurs en leur dotant chacun d'une tablette. Aussi, vu le retard accusé dans le démarrage des enquêtes, 18 enquêteurs sont recrutés au lieu des 16 prévus pour une durée de deux mois et non trois mois³. A cet effet, à la place des 10 tablettes, 20 ont été achetées pour les 18 enquêteurs et les 2 superviseurs.

Pour assurer une collecte rapide et fiable des données, permettant de géo-localiser les enquêtés, de recueillir et de contrôler la qualité des données instantanément au niveau d'une base centrale, l'IAGU a utilisé Kobotoolbox pour la conception et la collecte des données. Un expert avait été contracté pour assurer la formation de l'équipe de chercheurs et des enquêteurs sur le logiciel et un accompagnement sur le terrain lors de la phase test pour 3H/J selon un taux de 75 000F/Jour ; soit un montant de 225 000 F.CFA. Le coût de la session de formation à ce logiciel (restauration, déplacement, pause-café) à 15 000F.CFA par participant et un total de 420 000F.CFA (20 enquêteurs et 08 chercheurs). Il faudra y ajouter 75 000 F.CFA pour la salle équipée ; ce qui fait un montant total de 495 000F.CFA

Le budget destiné à l'achat du logiciel Sphinx a été utilisé pour ces différentes dépenses qui sont estimées au total à 2 570 000F.CFA.

Rubriques	Prix unitaire	Quantité	Prix total (FCFA)
Honoraire expert kobo (formation des enquêteurs, installation des tablettes, suivi sur le terrain)	75 000	3HxJ	225 000
Achat bases de données cartographiques	175 000	2	350 000
Tablettes	150 000	10	1 500 000
Formation à l'usage des tablettes avec Kobotoolbox		28*15 000 + 75 000	495 000
TOTAL des dépenses			2 570 000
Budget du logiciel Sphinx			2 642 500

ii. Les écarts dans le niveau d'exécution

Dans cette phase, l'essentiel des activités prévues ont été réalisées mis à part l'atelier multi-acteurs, quelques enquêtes qualitatives notamment le diagnostic en marchant, les focus groups et les récits de vie. Ceci est dû au retard accusé dans la collecte de données. En effet, l'organisation de ces activités nécessitait d'avoir à disposition les premiers résultats des enquêtes sur les jeunes et les quartiers pour mieux les orienter. Ces résultats étant désormais disponibles, ces dernières activités seront réalisées au début du prochain semestre.

iii. Extrants du projet et diffusion des résultats

- Deux cadres de concertation pluri-acteurs sont mis en place
- Outils de collecte de données finaux (questionnaire, fiche quartier, guides d'entretien)

³ 20 étaient sollicités mais les deux ont eu des contraintes à la dernière minute raison pour laquelle 18 ont été contractés

- Rapport de Cadrage théorique et méthodologique de l'étude
- Données cartographiques car sur les deux communes
- Cartes monographiques réalisées sur les deux communes
- Données sur l'exclusion et la violence chez les jeunes aux HLM et à Médina Gounass
- Données sur l'aménagement des différents quartiers aux HLM et à Médina Gounass
- Enregistrements audio des enquêtes institutionnelles et des acteurs communautaires
- Les mains courantes de la police de Guédiawaye
- Rapport brut sur l'enquête des jeunes et l'enquête quartier
- Décision de la session plénière de la CDP

VI. Renforcement de capacités

Les différentes activités réalisées durant ce semestre ont contribué au renforcement de capacités des chercheurs mais également des jeunes chercheurs/enquêteurs sur différents outils de collecte de données et sur la problématique de violence. 18 jeunes, à savoir les deux boursiers du projet et 16 enquêteurs recrutés dans le cadre des enquêtes ont été capacités sur les nouvelles techniques de collecte de données numériques (Kobotoolbox) mais également sur les outils d'enquêtes quantitatives et qualitatives (Questionnaire, guides d'entretien, observations participantes). Parmi eux, des étudiants en deuxième et troisième cycles ce qui leur permet de valoriser l'expérience dans leurs travaux d'études et de recherches.

Le matériel acquis renforce également les capacités de recherche de l'IAGU dans les années à venir.

VII. Impact

Au-delà du rayonnement, de la visibilité du projet et de l'IAGU à travers les réseaux sociaux et les médias, les premiers impacts du projet sont liés :

- aux déconstructions des stéréotypes au niveau des jeunes enquêteurs,

Les deux mois de terrain ont permis aux jeunes enquêteurs de briser leurs préjugés sur les deux communes et sur « les personnes dites violentes ». En effet, les enquêteurs venus des HLM qui ont été déployés à Médina Gounass avouent avoir été surpris par la solidarité, la convivialité, la sympathie des populations et surtout le niveau d'instruction élevé de certains jeunes alors que les enquêteurs de Médina Gounass envoyés aux HLM ont été marqués par la prégnance de l'usage de la drogue dans cette commune qu'ils considéraient comme calme. Ils ont été marqués par le profil des jeunes dits violents qui ont parfois des niveaux d'études moyens contrairement à Médina Gounass où ce sont des non instruits. L'enseignement qu'ils en tirent est que "les jeunes de Médina Gounass qui s'adonnent aux mauvaises pratiques s'assument contrairement à ceux des HLM qui se cachent".

Par ailleurs, ils reconnaissent tous que les personnes dites violentes sont des gens sympathiques qu'il faudrait aider.

- Démarches de partenariat entre acteurs dans les deux communes

Un des enquêteurs notamment Mamadou Lamine Ndiaye habitant de Médina Gounass très fasciné par le dynamisme communautaire aux HLM a pris les contacts de différentes associations pour voir les possibilités de partenariat en tant que personne impliquée dans le comité justice et sécurité de Médina Gounass. Dans ses projets également, il compte voir les possibilités de dupliquer COCAD HLM (une association qui lutte contre la drogue) à Médina Gounass

VIII. Recommandations

Pour la poursuite de la recherche, desréaménagements budgétaires sont sollicités. En effet, dans le cadre des activités de veille technologique, des outils de traitements qualitatifs très pratiques tel que *Dedoose* ont été découverts. A cet effet, l'IAGU aimerait avoir l'aval de les acquérir pour les utiliser et de former les chercheurs sur ces outils.

Dedoose a été conçu pour aider les chercheurs, les évaluateurs et leurs équipes à utiliser des méthodes qualitatives et mixtes incorporées dans leur travail sur le texte, l'audio, la vidéo, les images et les données d'enquêtes. Il assure:

- une gestion qualitative traditionnelle des données, extraction / codage et analyse
- une intégration facile des données qualitatives et de tout ce que vous avez réalisé avec les données démographiques, les enquêtes, les résultats des tests et d'autres données quantitatives
- l'introduction de nouvelles dimensions dans vos données de projet en utilisant la pondération de code pour une analyse de méthodes véritablement mixtes avec toutes les visualisations de données impressionnantes qui accompagnent cette variété de données dans un projet.

Par ailleurs, le niveau d'avancement des travaux enlève toute pertinence à l'octroi de deux bourses supplémentaires à des étudiants de master. En effet, la collecte des données est pratiquement achevée et la recherche théorique est un peu finalisée. Aussi, l'IAGU souhaiterait prolonger de trois mois l'intervention des deux étudiants boursiers recrutés la première année pour leur permettre de finaliser leurs travaux dans les meilleures conditions et recruter un doctorant sur cinq mois pour mieux affiner le cadrage théorique. Les ressources restantes qui étaient destinées aux allocations des boursiers pour la deuxième année pourraient être utilisées pour le recrutement d'un diplômé en communication notamment digitale pour accompagner ultérieurement la vulgarisation des résultats via le net avec le montage de supports numériques (plaquettes, vidéos...), l'animation de la page web de l'IAGU et des réseaux socio-professionnels. Ce dernier devra aussi appuyer la couverture par les médias des ateliers et autres évènements de partage des résultats de la recherche.

Les sommes destinées aux allocations de nouvelles bourses (1.600. 000F CFA), pourraient être utilisées à cet effet en plus du montant qui devait servir d'acheter les enregistreurs vocaux

(300.000FCFA). En effet, les tablettes achetées ayant des enregistreurs intégrés, ces équipements n'ont pas été achetés.

Réaménagement sollicité

Rubriques	Prix unitaire	Quantité	Prix total (FCFA)
Acquisition du logiciel	5 940	8	47520
Accompagnement d'un expert	75 000	3H/J	225 000
Formation de l'équipe	15 000	9	135 000
Rallongement des du contrat des deux boursiers	80 000	3*2	480 000
Recrutement d'un doctorant	100 000	5	500 000
Recrutement d'un communicant digital	100 000	6	600 000
TOTAL des dépenses			1 987 520
Budget destiné à l'allocation de deux nouvelles bourses et à l'achat d'enregistreurs vocal			1 900 000

IX. Activités à venir

Activités	Mois (Semestre3)					
	13	14	15	16	17	18
Traitements statistiques complémentaires						
Focus groups/ Récits de vie						
Dépouillement des statistiques policières						
Transcription et traitements des données qualitatives						
Spatialisation des données/ analyse géographique						
Séminaire de partage avec le comité des experts et les membres de la cohorte						
Ateliers multi-acteurs						
Diagnostic en marchant						
Lancement du processus d'organisation du concours						
Rédaction de rapport de recherche						
Participation à des rencontres scientifiques						
Communication médiatique sur les premiers résultats du projet						

X. Annexes:

- Rapport de Cadrage théorique et méthodologique
- Outils de collecte de données finaux (questionnaire, fiche quartier, guides d'entretien)
- Méthodes de traitement
- Rapport de traitements préliminaires
- Les rapports de sessions de formation

